



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2010

Nous vous présentons notre rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2010, établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF.

Il sera notamment disponible sur le site de notre société www.groupemedica.com.

| | PAGES |
|--|--------------|
| RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2010 | 3 |
| ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2010 | 16 |
| RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | 51 |
| ATTESTATION DES RESPONSABLES | 55 |

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2010

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2010

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1. | PRESENTATION DU GROUPE MEDICA | 5 |
| 2. | FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2010 | 6 |
| 3. | DEVELOPPEMENT DU GROUPE MEDICA | 10 |
| 4. | COMPTES CONSOLIDES | 11 |
| 5. | EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1ER JUILLET 2010 | 15 |
| 6. | PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES | 15 |
| 7. | PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES | 15 |

1. PRESENTATION DU GROUPE MEDICA

Le groupe MEDICA, acteur de référence de la prise en charge de la dépendance pérenne ou temporaire intervient principalement sur deux secteurs d'activités :

- le secteur « **EHPAD** »¹ Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes appelés usuellement maisons de retraite, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne (127 établissements offrant une capacité d'accueil de 9 983 lits au 30 juin 2010) ; et
- le secteur sanitaire, principalement au sein d'établissements de Soins de Suite et de Réadaptation (« **SSR** »), et d'établissements spécialisés dans le domaine psychiatrique, assurant la prise en charge de la dépendance temporaire (37 établissements sanitaires représentant une capacité d'accueil de 2 317 lits au 30 juin 2010).

Principaux indicateurs sur la période 2009 (31 décembre) – 2010 (30 juin)

| | 2010 (30 juin) | 2009 (31 décembre) |
|---------------------------------------|-------------------|-----------------------|
| Nombre d'établissements | 164 | 148 |
| Nombre de lits | | |
| EHPAD France | 8 461 | 7 636 |
| Sanitaire France | 2 317 | 2 317 |
| Italie | 1 522 | 1 428 |
| TOTAL | 12 300 | 11 381 |
| Taux d'occupation ² | 96,9% | 96,7% |
| Yield (en euros) ³ | 120,6 | 118,0 |

¹ Ce secteur comprend les établissements EHPAD du groupe MEDICA en France, ainsi que ses établissements RSA (*Residenza Sanitaria Assistenziale per Anziani*) en Italie.

² Le taux occupation se définit comme le rapport entre le nombre de journées facturées et le nombre de journées facturables pour les établissements ouverts depuis plus de 12 mois

³ Le yield correspond au chiffre d'affaires par lit et par jour (pour les établissements exploités une partie de l'année seulement, seul le nombre de jours où ces établissements sont ouverts est retenu)

2. FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2010

2.1. ADMISSION DES TITRES DE LA SOCIETE AUX NEGOCIATIONS SUR LE MARCHE EURONEXT PARIS

Le 24 janvier 2010, le Conseil d'administration, usant de la délégation octroyée par l'assemblée générale des actionnaires du même jour, a décidé :

- le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public « OPO », avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal maximum de 6 084 219 euros par émission d'un nombre maximum de 15 625 000 Actions Nouvelles d'une valeur nominale de 0,38939 euro.
- le principe d'une augmentation de capital réservée à PREDICA et aux administrateurs indépendants de la Société : Madame Catherine Soubie, Monsieur Guy de Panafieu et Monsieur Gilles Cojan d'un montant nominal maximum de 610 630 euros.
- le principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe (dans le cadre d'un Plan d'Epargne Groupe), pour un montant nominal maximum de 12 168 euros.

Le Conseil d'administration de la Société avait fixé une fourchette indicative de prix du placement des actions de la Société entre d'une part, 16 euros (bas de la fourchette) par action et d'autre part, 19,50 euros (haut de la fourchette) par action.

Le 25 janvier 2010, l'Autorité des Marchés Financiers « AMF » a apposé le Visa n° 10-015 sur le prospectus de la Société MEDICA dans le cadre de l'admission de ses titres sur le marché Euronext Paris.

Les modalités définitives de l'augmentation de capital liée à cette opération ont été arrêtées par le Conseil d'administration du 9 février 2010. Ainsi, afin de tenir compte de la dégradation des conditions de marché, le Conseil d'administration, a fixé le prix d'Offre des actions dans le cadre du Placement Global et de l'OPO à 13 euros par action. Cette décision reflétait la recommandation conjointe des banques BNP PARIBAS, Credit Suisse et RBS agissant en qualité de Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Les banques ont considéré qu'un prix d'offre révisé en ce sens permettrait de refléter les conditions de marché et d'assurer de bonnes conditions à la réalisation de l'opération.

L'admission de l'ensemble des actions de la Société (Actions existantes, Actions nouvelles et Actions issues de la conversion des Titres donnant accès au capital, Actions Nouvelles Réservées aux Salariés), est intervenue le 10 février 2010 sur le marché Euronext Paris, compartiment B, pour un règlement livraison le 12 février 2010.

Dans des conditions particulièrement difficiles, l'introduction en bourse du Groupe MEDICA a fait l'objet d'une demande très importante de la part des investisseurs institutionnels tant français qu'internationaux, conduisant à une souscription de l'offre aux institutionnels d'environ trois fois sa taille initiale. De même, l'offre aux particuliers a remporté un vif succès ayant rassemblé près de 7 500 ordres. L'augmentation de capital réservée aux salariés a été souscrite via le FCPE du Groupe MEDICA avec une participation de plus de 3 000 salariés du Groupe.

A l'issue de cette opération, le montant des augmentations de capital du Groupe MEDICA, ressort à environ 275,5 millions d'euros après offre réservée à PREDICA, aux administrateurs indépendants et aux salariés.

Les actions de la Société sont désormais négociées sur une ligne de cotation intitulée MEDICA, code ISIN FR00010372581, mnémonique MDCA et éligible au SRD.

2.2. ADAPTATION DE LA STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE A SA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

2.2.1 REMBOURSEMENT ET AMENAGEMENT DE LA DETTE SYNDIQUEE EN FEVRIER 2010

Suite à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Paris le 10 février 2010, le groupe MEDICA a procédé aux opérations financières suivantes :

- Remboursement de la dette mezzanine dans son intégralité
- Remboursement partiel de la tranche C

Parallèlement, la nouvelle ligne de financement d'acquisitions pour un montant total en principal de 80 millions d'euros conclue le 9 novembre 2009 est devenue effective. Cette ligne (portant intérêt nominal au taux Euribor + 350bps) ne pouvait en effet être utilisée qu'à compter de l'admission effective des actions de la Société sur le marché Euronext Paris.

2.2.2 MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE LIGNE DE FINANCEMENT EN JUIN 2010

Le 16 juin 2010, MEDICA a signé dans le cadre d'un club deal réunissant des banques de premier rang, un contrat de crédit avec les sûretés usuelles. Les nouveaux financements mis en place permettent à MEDICA de réduire nettement le coût de son endettement tout en la dotant d'une capacité financière adaptée à sa stratégie de développement.

- La mise en place d'un "Term Loan Facility" d'un montant de 350 millions d'euros permet le refinancement des emprunts syndiqués existants, avec un niveau de marge ramenée à 165 bps contre 270 bps précédemment.
- L'octroi d'un "Revolving Loan Facility" de 100 millions d'euros permet à MEDICA de disposer d'une capacité financière complémentaire pour mener à bien sa politique de croissance maîtrisée et plus particulièrement d'opérations de croissance externe, avec un niveau de marge ramenée à 170 bps contre 350 bps précédemment.
- Enfin, MEDICA dispose d'un "basket" additionnel autorisé par la documentation bancaire de 150 millions d'euros en dette bilatérale, utilisable notamment pour des financements immobiliers sous forme de crédit-bail.

2.3.ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DU 29 JUIN 2010

- Commissaire aux Comptes

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 29 juin 2010 a nommé en qualité de Commissaire aux Comptes Titulaire, le Cabinet MAZARS et en qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant Monsieur Cyrille BROUARD pour une durée de six ans. Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

- Capital social autorisé, mais non émis

Les délégations et autorisations d'émettre des actions ou autres valeurs mobilières et les principales autorisations financières consenties lors de cette même Assemblée sont les suivantes :

| Résolution | Objet de la résolution | Montant maximal | Durée de l'autorisation (à compter du 29 juin 2010) |
|-------------------|--|--|---|
| 7 ^{ème} | Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions | 10 % capital social de la Société au moment du rachat Prix maximum de rachat : 30 euros Montant maximum de rachat : 55 960 398 euros | 18 mois |
| 10 ^{ème} | Autorisation de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre | 10 % du montant du capital social existant à la date de l'annulation | 24 mois |
| 11 ^{ème} | Augmentation de capital avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances par voie d'offre au public | 6 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titre de créance) à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution | 26 mois |
| 12 ^{ème} | Augmentation de capital avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital par placement privé | 6 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titre de créance) à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution et dans la limite de 20 % du capital social par an ou tout autre pourcentage maximum qui pourrait être prévu par la loi | 26 mois |
| 13 ^{ème} | Augmentation de capital avec maintien du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement et/ou à terme au capital de la Société | 12,2 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titres de créances) à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution | 26 mois |
| 14 ^{ème} | Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société | 100 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution | 26 mois |
| 15 ^{ème} | Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise | 3,7 millions d'euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution | 26 mois |
| 16 ^{ème} | Augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer les apports en nature consentis à la Société, sans DPS | 10 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution | 26 mois |

| Résolution | Objet de la résolution | Montant maximal | Durée de l'autorisation (à compter du 29 juin 2010) |
|------------|---|---|---|
| 17ème | Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires | 15 % de chaque émission dans la limite du plafond nominal global de la 24ème résolution | 26 mois |
| 18ème | Autorisation d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'OPE initiée par la société sur les titres d'une autre société avec suppression du DPS | 6 millions d'euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution | 26 mois |
| 19ème | Autorisation d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en fixant librement le prix d'émission sans DPS | 10 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution | 26 mois |
| 20ème | Autorisation d'utiliser les délégations d'augmentation ou de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société | | 26 mois |
| 21ème | Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions | 1 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution ^{4*} | 38 mois |
| 22ème | Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux | 0,5 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution ⁴ | 38 mois |
| 23ème | Délégation de compétence au Conseil d'administration d'émettre des bons de souscription d'actions (« BSA ») ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR ») au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires | 200 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution Prix minimum : 110 % de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société pour les 20 séances de bourse précédant la date à laquelle auront été arrêtés l'ensemble des termes et conditions des BSA/BSAAR et les modalités de leur émission | 18 mois |
| 24ème | Plafond nominal global | 12,2 millions d'euros pour les augmentations de capital 300 millions d'euros pour les titres de créances | 26 mois |

⁴ En cas d'utilisation cumulée de la délégation de compétence visée à la vingt-et-unième résolution et de la délégation de compétence visée à la vingt-deuxième résolution, le nombre total d'actions attribuées et/ou émises ne pourra en aucun cas représenter plus de 1 % du capital social.

3. DEVELOPPEMENT DU GROUPE MEDICA

Au cours du premier semestre 2010, MEDICA a connu une bonne progression de son activité avec l'ouverture de 247 lits et l'acquisition de 770 lits.

Le groupe a ainsi ouvert trois établissements en France : 88 lits à Evrecy (Normandie), 75 lits à la Roche sur Yon (Pays de Loire) et 84 lits à Saint-Martin de Crau (Paca).

Il a également procédé à plusieurs acquisitions avec notamment :

- **En France,**
 - un établissement (EHPAD) en Ile de France de 80 lits.
 - deux groupes d'établissements (EHPAD) représentant un total de 620 lits :
 - Un groupe disposant d'environ 300 lits localisés principalement en Languedoc Roussillon, région dans laquelle MEDICA n'était pas implantée et qui lui permet de compléter son maillage territorial.
 - Un groupe de 320 lits, établi en Région Parisienne et spécialisé dans la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée.

- **En Italie,** un EHPAD situé à Florence de 70 lits.

Au 30 Juin 2010, MEDICA exploite un portefeuille de 12 300 lits.

4. COMPTES CONSOLIDES

4.1 COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

| Données en millions d'euros | 30/06/2010 | 30/06/2009 | Variation |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Chiffre d'affaires | 259,1 | 234,1 | 10,7% |
| RBE hors immobilier | 66,8 | 60,1 | 11,2% |
| Excédent Brut d'Exploitation | 43,3 | 39,1 | 10,8% |
| Résultat opérationnel courant | 33,0 | 30,1 | 9,9% |
| Résultat opérationnel | 29,9 | 26,9 | 11,1% |
| Résultat financier | (24,5) | (31,1) | 21,1% |
| Quote-part des sociétés mises en équivalence | (0,2) | (0,2) | na |
| Impôt | (2,2) | 1,8 | na |
| Résultat net consolidé | 3,0 | (2,5) | na |
| Intérêts minoritaires | 0,1 | 0,2 | (61,2%) |
| Résultat net part du groupe | 2,9 | (2,7) | na |

4.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du 1er semestre 2010 du groupe MEDICA s'est établi à 259,1 millions d'euros en progression de 10,7% par rapport au 1er semestre 2009.

Cette augmentation de 25,0 millions d'euros résulte :

- principalement d'une augmentation de 14,3 millions d'euros liée à la croissance organique du groupe MEDICA, soit une augmentation de 6,1 % du chiffre d'affaires consolidé ; et.
- d'une augmentation de 10,7 millions d'euros du chiffre d'affaires consolidé due aux changements du périmètre de consolidation en 2010 par rapport à 2009.

La croissance organique du groupe MEDICA de 6,1 % au cours du 1^{er} semestre 2010 provient :

- des revalorisations des différents types de prestations réalisées par le groupe MEDICA (tarifs hébergement pour le secteur EHPAD et prestations de services annexes pour le secteur sanitaire) ;
- de la revalorisation des dotations soins et tarifs dépendance dans le secteur EHPAD et des prix de journée dans le secteur sanitaire ;
- et de la montée en puissance des établissements créés en 2009 et au 1^{er} semestre 2010.

Afin de mesurer l'efficacité de sa politique de *yield management*, le groupe MEDICA utilise comme principaux indicateurs le taux d'occupation⁵ et le *yield*⁶.

Le taux d'occupation des établissements du groupe se maintient au niveau élevé de 96,9%.

Au cours du semestre, tous les secteurs d'activité sont en croissance :

- Le secteur EHPAD France enregistre un chiffre d'affaires de 160,8 millions d'euros en progression de 15,2% par rapport au 1er semestre 2009. Cette bonne performance s'explique notamment par la forte croissance organique (+8,8%) liée à la montée en puissance des établissements ouverts au cours de l'année 2009 et en 2010.
- Le secteur Sanitaire France réalise un chiffre d'affaires de 71,6 millions d'euros, en faible progression (+1,9%) par rapport à la même période de l'année précédente du fait des programmes de restructuration menés par le Groupe.
- Le chiffre d'affaires du secteur Italie s'inscrit en croissance de 9,4% par rapport à 2009.

| CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR - M€ | 2010 | 2009 | Variation Totale | Croissance Organique |
|--|-----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|
| EHPAD France % CA | 160,8 62,1% | 139,7 59,7% | +15,2% | +8,8% |
| Sanitaire France % CA | 71,6 27,6% | 70,1 30,0% | +1,9% | +1,9% |
| Italie % CA | 26,6 10,3% | 24,3 10,4% | +9,4% | +3,1% |
| TOTAL | 259,1 | 234,1 | +10,7% | +6,1% |

4.3 CHIFFRE D'AFFAIRES ET RBE HORS IMMOBILIER PAR ACTIVITE

Secteur EHPAD France

| | Juin 2010 (6 mois) | Juin 2009 (6 mois) |
|----------------------------|--------------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | | |
| Total en millions d'euros | 160,8 | 139,7 |
| RBE hors immobilier | | |
| Total en millions d'euros | 41,9 | 36,6 |
| Total en % du CA | 26,0% | 26,2% |

⁵ cf. définition note de bas de page (5)

⁶ cf. définition note de bas de page (5)

Le RBE hors immobilier du secteur EHPAD France a augmenté de 14,5% passant à 41,9 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 36,6 millions au 30 juin 2009 en raison de la progression de 15,2% du chiffre d'affaires et d'une légère baisse de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 26,0% au 30 juin 2010 contre 26,2% au 30 juin 2009, en dépit des nouvelles intégrations et ouvertures d'établissements intervenues au cours du semestre.

Secteur Sanitaire France

| | Jun 2010 (6 mois) | Jun 2009 (6 mois) |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires | | |
| Total en millions d'euros | 71,6 | 70,1 |
| RBE hors immobilier | | |
| Total en millions d'euros | 18,3 | 17,9 |
| <i>Total en % du CA</i> | 25,5% | 25,5% |

Le RBE hors immobilier du secteur Sanitaire a augmenté de 2,0 % à 18,3 millions d'euros en 2010 contre 17,9 millions en 2009 en raison de la progression de 1,9% du chiffre d'affaires et une stabilité de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 25,5% au 30 juin 2010.

Secteur EHPAD Italie

| | Jun 2010 (6 mois) | Jun 2009 (6 mois) |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires | | |
| Total en millions d'euros | 26,6 | 24,3 |
| RBE hors immobilier | | |
| Total en millions d'euros | 6,6 | 5,6 |
| <i>Total en % du CA</i> | 24,8% | 22,9% |

Le RBE hors immobilier a augmenté de 18,5 % à 6,6 millions d'euros en 2010 contre 5,6 millions en 2009 en raison d'une progression de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 24,8% au 30 juin 2010 contre 22,9 % au 30 juin 2009.

4.4 EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'excédent brut d'exploitation est stable au 30 juin 2010 à 16,7% du chiffre d'affaires consolidé, par comparaison avec le 30 juin 2009.

Ce résultat a été atteint alors que les charges de personnel ont connu une croissance significative du fait des ouvertures de nouveaux établissements et de la médicalisation croissante des établissements du groupe. En effet, au 30 juin 2010, les charges de personnel ont représenté 46,6% du chiffre d'affaires consolidé contre 45,0% l'année précédente.

En ce qui concerne les charges externes (hors charges locatives), grâce à un stricte contrôle des coûts, elles ont connu une baisse relative au regard du chiffre d'affaires consolidé passant de 18,3% du chiffre d'affaires au 30 juin 2009 à 17,5% du chiffre d'affaires au 30 juin 2010.

Le 3ème poste de charges du groupe, à savoir les charges locatives, ont progressé de 21,0 millions d'euros au 30 juin 2009 à 23,4 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette évolution est le résultat en premier lieu des effets périmètre et des nouvelles ouvertures d'établissements, les charges locatives restant stable à périmètre constant.

Le résultat opérationnel courant reste également stable entre les deux années à 12,8% du chiffre d'affaires.

4.5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels impactent le résultat de la période d'une charge de -3,1 millions d'euros. Ils se composent pour l'essentiel :

- de frais d'introduction en bourse, pour un montant de - 3 millions d'euros
- de coûts de restructuration, pour un montant de - 2,2 millions d'euros (- 3,1 millions au 30 juin 2009)
- De l'effet de la revalorisation à la juste valeur des participations minoritaires antérieurement détenues avant la prise de contrôle de ces sociétés pour un montant de +2,9 millions d'euros.

4.6 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier représente une charge de - 24,6 millions d'euros au 30 Juin 2010 contre - 31,1 millions d'euros au 30 Juin 2009, soit une amélioration de 6,6 millions d'euros.

L'opération d'introduction en bourse a en effet eu pour conséquence la diminution des intérêts sur emprunt dûe à la conversion de l'emprunt obligataire le 12 février 2010 d'une part, et au remboursement de la dette mezzanine et d'une partie de la tranche C d'autre part.

L'opération de refinancement intervenue en juin 2010 a eu un effet marginal sur les intérêts financiers du 1^{er} semestre 2010 mais elle a entraîné la comptabilisation en charge financière du solde des frais d'émission des emprunts non encore amortis et qui ont été remboursés, pour un montant de - 5,1 millions d'euros.

4.7 STRUCTURE FINANCIERE

Les fonds propres du groupe s'élèvent à 586,5 millions d'euros au 30 Juin 2010, contre 125,6 millions d'euros au 31 Décembre 2009, alors que parallèlement l'endettement financier net passe de 748,6 millions d'euros au 31 Décembre 2009 à 374,4 millions d'euros au 30 Juin 2010. La dette financière nette a notamment été réduite suite aux opérations d'augmentation de capital intervenues en février 2010 (concomitamment à la conversion de l'emprunt obligataire).

5. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1ER JUILLET 2010

5.1. COUVERTURE DE TAUX

Ainsi qu'il l'avait annoncé lors de la mise en place des nouveaux financements, le Groupe a procédé en juillet 2010 à l'adaptation de sa politique de couverture de taux afin d'optimiser encore le coût de son endettement.

Le groupe a souscrit des swaps à taux fixe à compter de janvier 2011 pour un montant de 350 millions d'euros dont 100 millions d'euros à échéance 31 décembre 2013 et 250 millions d'euros à échéance 30 juin 2014.

Dès janvier 2011, le taux moyen de ces nouvelles couvertures ressortira à environ 1,7%, soit une baisse de 200 bps par rapport aux swaps à taux fixe actuels.

6. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Il n'est pas anticipé de risques autres que ceux ayant été identifiés dans le document de référence 2009, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 7 juin 2010 et répertorié sous le numéro R.10-041 au paragraphe 5 « Facteurs de Risques ».

Ces facteurs de risques ne présentent pas d'évolution significative sur le premier semestre 2010.

7. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'existe pas de changement significatif par rapport aux informations communiquées dans le document de référence 2009 au paragraphe 24 « Opérations avec des Apparentés »

**ETATS FINANCIERS
CONSOLIDES RESUMES
AU 30 JUIN 2010**



GRUPE MEDICA

Etats financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010

| | PAGES |
|--|--------------|
| COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE | P. 19 |
| ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL | P. 20 |
| ÉTAT DE SITUATION FINANCIERE | P. 21 |
| TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE | P. 22 |
| ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS | P. 23 |
| NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS | P. 24 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

| En milliers d'euros | Notes | Période de 6 mois | | 12 mois |
|---|-------|-------------------|-----------------|-----------------|
| | | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
| Chiffre d'affaires | 4.12 | 259 088 | 234 111 | 480 727 |
| Achats consommés | | (12 485) | (11 184) | (22 783) |
| Charges externes | 4.13 | (68 847) | (63 981) | (129 203) |
| Impôts et taxes | | (14 003) | (14 539) | (30 295) |
| Charges de personnel | 4.14 | (120 845) | (105 315) | (214 009) |
| Autres charges d'exploitation | | (362) | (299) | (596) |
| Autres produits d'exploitation | | 778 | 307 | 774 |
| Excédent Brut d'Exploitation | | 43 323 | 39 100 | 84 615 |
| Dotations aux amortissements | | (9 998) | (8 922) | (18 830) |
| Dotations aux dépréciations et provisions | | (280) | (108) | (1 698) |
| Résultat opérationnel courant | | 33 045 | 30 070 | 64 087 |
| Résultat sur cession de participations consolidées | | | 8 | 8 |
| Charges opérationnelles | 4.15 | (9 864) | (3 140) | (19 643) |
| Produits opérationnels | 4.15 | 6 764 | 8 | 13 312 |
| Résultat opérationnel | | 29 945 | 26 946 | 57 764 |
| Charges financières | | (24 603) | (31 983) | (81 300) |
| Produits financiers | | 60 | 879 | 624 |
| Résultat financier | 4.16 | (24 543) | (31 104) | (80 676) |
| Résultat des sociétés mises en équivalence | | (214) | (152) | (423) |
| Résultat avant impôt | | 5 188 | (4 310) | (23 334) |
| Charge ou produit d'impôt | 4.17 | (2 215) | 1 812 | 10 365 |
| Résultat net total | | 2 974 | (2 498) | (12 969) |
| Part du groupe | 4.18 | 2 894 | (2 703) | (13 363) |
| Part des minoritaires | | 80 | 206 | 394 |
| Nombre d'actions moyen | 4.18 | 38 428 291 | 7 286 040 | 7 286 040 |
| Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros) | 4.18 | 0,08 | (0,37) | (1,83) |
| Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros) | 4.18 | 0,13 | (0,17) | (0,83) |

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

| En milliers d'euros | Période de 6 mois | | 12 mois |
|---|-------------------|----------------|-----------------|
| | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
| Résultat net total | 2 974 | (2 498) | (12 969) |
| Autres éléments du résultat global : | | | |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers | 1 196 | (7 440) | (4 172) |
| Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers | (399) | 2 480 | 1 391 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 797 | (4 960) | (2 781) |
| Résultat global de l'exercice | 3 771 | (7 458) | (15 750) |
| Dont part groupe | 3 691 | (7 664) | (16 144) |
| Dont intérêts minoritaires | 80 | 206 | 394 |

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

| En milliers d'euros | Notes | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---|-------|------------------|------------------|
| ACTIF | | | |
| Ecart d'acquisition | 4.1 | 380 586 | 353 122 |
| Immobilisations incorporelles | 4.2 | 483 349 | 483 059 |
| Immobilisations corporelles | 4.3 | 304 944 | 294 325 |
| Titres mis en équivalence | 3.1 | 2 101 | 0 |
| Autres actifs financiers | | 18 081 | 17 389 |
| Actifs disponibles à la vente | | 1 360 | 1 718 |
| Impôts différés | 4.10 | 178 | 1 141 |
| Instruments financiers dérivés | 4.4 | 465 | 1 054 |
| Total Actifs non courants | | 1 191 064 | 1 151 808 |
| Stocks et en-cours | | 1 924 | 1 915 |
| Créances clients | | 32 849 | 29 927 |
| Créances d'impôt | | 1 234 | 1 631 |
| Autres débiteurs | | 19 332 | 12 728 |
| Autres actifs courants | | 6 544 | 6 725 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4.5 | 18 678 | 38 546 |
| Total Actifs courants | | 80 561 | 91 472 |
| Total Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés | 4.6 | 11 814 | 11 244 |
| Total Actif | | 1 283 439 | 1 254 524 |

| En milliers d'euros | Notes | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---|-------|------------------|------------------|
| PASSIF | | | |
| Capital | | 18 653 | 11 348 |
| Primes liées au capital | | 500 762 | 0 |
| Résultat groupe | | 2 894 | (13 363) |
| Réserves de consolidation | | 60 829 | 124 266 |
| Capitaux propres, part du groupe | | 583 138 | 122 252 |
| Résultat hors groupe | | 80 | 394 |
| Réserves minoritaires | | 3 281 | 2 921 |
| Capitaux propres totaux | | 586 499 | 125 567 |
| Passifs financiers | 4.7 | 375 490 | 393 621 |
| Engagements envers le personnel | | 4 978 | 4 674 |
| Titres mis en équivalence | | 607 | 292 |
| Autres provisions | 4.9 | 7 959 | 8 534 |
| Impôts différés | 4.10 | 159 891 | 191 540 |
| Instruments financiers dérivés | 4.4 | 0 | 18 889 |
| Autres passifs non courants | | 23 935 | 23 061 |
| Passifs non courants | | 572 860 | 640 612 |
| Passifs financiers | 4.7 | 17 606 | 393 531 |
| Engagements envers le personnel | | 987 | 987 |
| Fournisseurs | 4.8 | 30 841 | 36 607 |
| Autres créditeurs | 4.8 | 62 221 | 56 145 |
| Instruments financiers dérivés | 4.4 | 9 606 | 0 |
| Dettes d'impôt | | 2 818 | 1 075 |
| Passifs courants | | 124 080 | 488 345 |
| Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés | | | |
| Total Passif | | 1 283 439 | 1 254 524 |

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

| En milliers d'euros | Notes | Période de 6 mois 30.06.2010 | Période de 6 mois 30.06.2009 | Période de 12 mois 31.12.2009 |
|--|-------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Résultat net total consolidé | | 2 974 | (2 498) | (12 969) |
| Elim. du résultat des mises en équivalence | | 214 | 152 | 423 |
| Elim. des amortissements et provisions | | 10 005 | 8 976 | 18 486 |
| Elim. des profits / pertes de réévaluation (juste valeur) | | (1 760) | (774) | (394) |
| Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution | | (2 819) | (7) | 1 098 |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | | 8 614 | 5 849 | 6 643 |
| Elim. de la charge (produit) d'impôt | 4.17 | 2 215 | (1 812) | (10 365) |
| Elim. du coût de l'endettement financier net | | 25 043 | 31 557 | 80 449 |
| Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt | | 35 872 | 35 594 | 76 727 |
| Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement | 4.19 | (10 166) | (8 054) | 14 483 |
| Impôts payés | | (314) | (173) | (1 370) |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | 25 392 | 27 367 | 89 840 |
| Incidence des variations de périmètre | 3.2 | (23 511) | (8 849) | (9 451) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 4.19 | (22 419) | (13 534) | (33 836) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | | (670) | (991) | (1 260) |
| Acquisition d'actifs financiers | | (271) | (20) | (21) |
| Variation des prêts et avances consentis | | (242) | (1 349) | (3 063) |
| Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 3 796 | 2 | 12 392 |
| Cession d'actifs financiers | | 0 | 0 | 0 |
| Dividendes reçus | | 0 | 0 | 0 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | (43 317) | (24 741) | (35 239) |
| Augmentation de capital | | 257 372 | 1 | 0 |
| Actions propres | | (1 144) | 0 | 0 |
| Emission d'emprunts | | 360 182 | 11 363 | 11 398 |
| Remboursement d'emprunts | | (579 778) | (7 425) | (15 146) |
| Intérêts financiers nets versés | | (35 861) | (18 898) | (37 974) |
| Remboursements instruments financiers dérivés | | (5 739) | 0 | 0 |
| Dividendes payés aux minoritaires | | (34) | (63) | (112) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | (5 003) | (15 022) | (41 834) |
| Variation de la trésorerie | | (22 929) | (12 398) | 12 767 |
| Trésorerie d'ouverture | | 34 403 | 21 636 | 21 636 |
| Trésorerie de clôture | 4.5 | 11 475 | 9 238 | 34 403 |
| Variation de la trésorerie | | (22 929) | (12 398) | 12 767 |

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

| En milliers d'euros | Nbre d'actions | Capital | Primes d'émission | Réserves consolidées | Résultat consolidé | TOTAL | Part | Part |
|---|----------------|---------|-------------------|----------------------|--------------------|---------|---------|--------------|
| | | | | | | | Groupe | Minoritaires |
| Capitaux propres 31/12/2008 | 7 286 040 | 116 577 | 0 | 50 337 | (22 391) | 144 521 | 138 396 | 6 126 |
| Affectation du résultat de la période précédente | | | | (22 391) | 22 391 | 0 | 0 | 0 |
| Dividendes distribués | | | | (63) | | (63) | 0 | (63) |
| Transactions avec les actionnaires | | 0 | 0 | (63) | 0 | (63) | 0 | (63) |
| Résultat de la période | | | | | (2 498) | (2 498) | (2 703) | 206 |
| Variation de juste valeur des instruments financiers | | | | (4 960) | | (4 960) | (4 960) | |
| Eléments du résultat global | | 0 | 0 | (4 960) | (2 498) | (7 458) | (7 664) | 206 |
| Capitaux propres 30/06/2009 | 7 286 040 | 116 577 | 0 | 22 923 | (2 498) | 137 000 | 130 732 | 6 269 |

| En milliers d'euros | Notes | Nbre d'actions | Capital | Primes d'émission | Réserves consolidées | Résultat consolidé | TOTAL | Part | Part |
|---|-------|----------------|---------|-------------------|----------------------|--------------------|----------|----------|--------------|
| | | | | | | | | Groupe | Minoritaires |
| Capitaux propres 31/12/2009 | | 7 286 040 | 11 348 | 0 | 127 188 | (12 969) | 125 567 | 122 252 | 3 315 |
| Affectation du résultat de la période précédente | | | | | (12 969) | 12 969 | 0 | 0 | 0 |
| Augmentation de capital | 1 | 40 618 147 | 8 252 | 267 228 | | | 275 480 | 275 480 | 0 |
| Dividendes distribués | | | | | (34) | | (34) | | (34) |
| Conversion actions de préférence | 1 | | (5 827) | 5 827 | | | 0 | | |
| Conversion obligations convertibles | 1 | | 4 880 | 239 779 | | | 244 659 | 244 659 | |
| Frais d'émission d'instruments de capitaux propres | 1 | | | (12 073) | 0 | | (12 073) | (12 073) | |
| Actions propres | | | | | (1 138) | | (1 138) | (1 138) | |
| Variation de juste valeur des instruments financiers | | | | | 797 | | 797 | 797 | |
| Composante capitaux propres de la dette emprunt obligataire | 1 | | | | (49 734) | | (49 734) | (49 734) | |
| Transactions avec les actionnaires | | | 7 305 | 500 762 | (50 109) | 0 | 457 957 | 457 991 | (34) |
| Résultat de la période | | | | | | 2 974 | 2 974 | 2 894 | 80 |
| Eléments du résultat global | | | 0 | 0 | 0 | 2 974 | 2 974 | 2 894 | 80 |
| Capitaux propres 30/06/2010 | | 47 904 187 | 18 653 | 500 762 | 64 110 | 2 974 | 586 499 | 583 138 | 3 361 |

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

SOMMAIRE

| | | |
|----|--|----|
| 1. | FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE | 26 |
| 2. | REGLES ET METHODES COMPTABLES | 28 |
| 3. | PERIMETRE DE CONSOLIDATION | 31 |
| | 3.1. VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE LA PERIODE | 31 |
| | 3.2. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNEES DE LA PERIODE | 32 |
| | 3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010 | 34 |
| 4. | NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS | 37 |
| | 4.1. ECARTS D'ACQUISITION | 37 |
| | 4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 37 |
| | 4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 38 |
| | 4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES | 39 |
| | 4.5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 40 |
| | 4.6. ACTIFS NON COURANTS | 40 |
| | 4.7. PASSIFS FINANCIERS | 40 |
| | 4.8. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS | 43 |
| | 4.9. AUTRES PROVISIONS NON COURANTES | 43 |
| | 4.10. IMPOTS DIFFERES | 43 |
| | 4.11. SECTEURS OPERATIONNELS | 44 |
| | 4.12. CHIFFRE D'AFFAIRES | 45 |
| | 4.13. CHARGES EXTERNES | 45 |
| | 4.14. CHARGES DE PERSONNEL | 46 |
| | 4.15. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS | 46 |
| | 4.16. RESULTAT FINANCIER | 47 |
| | 4.17. CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT | 47 |
| | 4.18. RESULTAT PAR ACTION | 48 |
| | 4.19. PRINCIPAUX POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE | 48 |
| | 4.20. ENGAGEMENTS HORS BILAN | 49 |
| | 4.21. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES | 49 |
| | 4.22. EVENEMENTS POSTERIEURS | 50 |

MEDICA SA et ses filiales sont spécialisées dans les structures d'accueil et de soins médicalisées pour personnes dépendantes de tous âges.

Le groupe est présent en France et en Italie et intervient sur deux secteurs d'activité :

- Le **secteur EHPAD, France et Italie** : établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, établissements pour personnes âgées et Résidences Services, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ; et
- Le **secteur Sanitaire** : établissements médicalisés prenant en charge la dépendance temporaire par l'offre de soins de suite et de réadaptation (SSR), ce qui inclut les soins de suite et les soins de médecine physique et de réadaptation (MPR), et établissements spécialisés dans le domaine psychiatrique.

MEDICA SA est le holding du groupe MEDICA, société de droit français, dont le siège social est situé à Issy les Moulineaux.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 6 septembre 2010.

1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Introduction en bourse

Le Conseil d'administration de la société, réuni en date du 24 Janvier 2010, a décidé :

- le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public – avec suppression du droit préférentiel de souscription- d'un montant nominal maximum de 6 084 219 euros par émission d'un nombre maximum de 15 625 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,38939 euro.
- le principe d'une augmentation de capital réservée à PREDICA et aux administrateurs indépendants, d'un montant nominal maximum de 610 630 euros.
- le principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés du groupe pour un montant nominal maximum de 12 168 euros.

Puis le Conseil d'administration, réuni en date du 9 Février, a fixé le prix d'Offre des actions dans le cadre du placement global et de l'OPO à 13 euros par action.

La société MEDICA s'est introduite en bourse sur le marché NYSE Euronext Paris, compartiment B, le 10 Février 2010.

Cette admission a fait suite au visa N° 10-015 accordé par l'Autorité des Marchés Financiers « AMF » à la société MEDICA, le 25 Janvier 2010. Le montant reçu suite à l'émission sur le marché s'élève à 275,5 millions d'euros.

Enfin, par délibération en date du 12 Février 2010, le Conseil d'administration a constaté la conversion de l'intégralité des actions de préférence et des obligations convertibles en actions ordinaires.

L'ensemble de ces opérations est traduit dans les comptes.

A l'issue de celles-ci, le capital social est désormais fixé à la somme de 18 653 466.50 euros, divisé en 47 904 187 actions de même catégorie intégralement libérées.

Les coûts directement attribuables à l'émission d'actions nouvelles ont été portés en diminution de la prime d'émission.

Les coûts se rattachant à l'émission d'actions nouvelles et à la cotation ont été répartis de la façon suivante : 85% en diminution des capitaux propres et 15% en autres produits et charges opérationnels. Les autres coûts indirectement liés à cette opération ont été portés en autres produits et charges opérationnels.

Compte tenu de ces opérations, la prime d'émission s'élève au 30 Juin 2010 à 501 millions d'euros, après imputation des frais d'augmentation de capital.

Concomitamment à cette introduction, l'emprunt mezzanine et une partie de l'emprunt tranche C, ainsi que les intérêts y afférents, ont été intégralement remboursés pour un montant de 208,5 millions d'euros.

Mise en place d'une nouvelle ligne de financement

Le 16 Juin 2010, MEDICA a signé un contrat de crédit dans le cadre d'un club deal réunissant des banques de 1er rang.

La mise en place d'un « Term Loan Facility » d'un montant de 350 millions d'euros au taux Euribor d'une durée de 5 ans a permis le refinancement des emprunts syndiqués existants, avec un niveau de marge ramené à 165 bps contre 270 bps précédemment.

Au 30 juin 2010, l'effet du coût amorti des emprunts syndiqués remboursés a généré une charge financière de 5,1 millions d'euros.

En outre, le groupe dispose :

- d'un « Revolving Loan Facility » de 100 millions d'euros qui alloue à MEDICA une capacité financière complémentaire pour mener à bien sa politique de croissance maîtrisée, avec un niveau de marge ramené à 170 bps contre 350 bps précédemment.
- D'un « basket additionnel » autorisé par la documentation bancaire de 150 millions d'euros en dette bilatérale, utilisable notamment pour des financements immobiliers sous forme de crédit bail.

Par ailleurs, le groupe a procédé d'une part à la résiliation d'une partie de ces contrats de couverture de taux suite au remboursement d'une partie de la dette, le montant de la soulte versée s'élève à 5,7 millions d'euros.

D'autre part un regroupement des différents contrats de couverture de taux existants en un seul contrat a été effectué pour un montant global de 350 millions d'euros aux mêmes conditions afin de couvrir les flux futurs d'intérêts (Cf. Note 4.4 « instruments financiers dérivés »).

Variation de périmètre

Le Groupe a également procédé à plusieurs variations de périmètre dont les caractéristiques sont décrites en Note 3.1 « variations de périmètre de consolidation de la période ».

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés du groupe MEDICA sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010, sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes.

Ces comptes n'incluent pas l'intégralité des informations requises par l'ensemble du référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les derniers comptes annuels consolidés établis au 31 décembre 2009. Les comptes au 30 juin 2009 ont été établis pour la comparabilité des comptes semestriels.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 juin 2010 du Groupe MEDICA sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2010 ont été appliquées par le groupe :

| Normes | Libellé | Date d'entrée en vigueur |
|---|---|-----------------------------|
| IFRIC 12 | Accord de concessions de services | 29/03/2009 |
| IFRIC 16 | Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger | 01/07/2009 |
| IFRIC 18 | Transferts d'actifs provenant de clients | 31/10/2009 |
| IFRIC 17 | Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires | 31/10/2009 |
| IFRIC 15 | Accords pour la construction d'un bien immobilier | 01/01/2010 |
| IFRS 3 Révisée | Regroupement d'entreprise (phase 2) | 01/07/2009 |
| Amendement à IAS 27 | Etats financiers consolidés et individuels | 01/07/2009 |
| Amendement à IAS 39 | Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Eléments couverts éligibles | 01/07/2009 |
| Amendement à IFRS 5 | Annual Improvements Mai 2008 | 01/07/2009 |
| Amendement à IFRS 2, IFRS 5, IFRS 8, IAS 1, IAS 7, IAS 17, IAS 36 | Annual Improvements Avril 2009 | 01/07/2009 (au plus tôt) |
| Amendements à IFRS 2 | Transactions intra-groupe réglées en trésorerie | 01/01/2010 |

L'ensemble de ces normes est a priori sans incidence significative sur le groupe, à l'exception de l'IFRS 3 Révisée dont l'impact a été précisé dans la note sur les regroupements d'entreprises.

Le Groupe n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

Il s'agit des normes suivantes :

- IFRIC 19 : extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ;
- IAS 32 (amendement) : classement des émissions de droits.
- IAS 24 révisé : informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées
- IFRS 9 : Instruments financiers

Utilisations d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la Direction fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de la clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées.

Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels. Ils sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie EHPAD ou sanitaire. Le Groupe dispose d'un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la valorisation de ces actifs et passifs. Ils sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie EHPAD ou sanitaire.

La norme IFRS 3 révisée introduit des modifications à la méthode de l'acquisition dont les principaux impacts sur la période sont :

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition,
- la constatation des coûts directs liés à l'acquisition en charges de la période,
- l'entrée dans le périmètre des sociétés « Les Parentèles » dont le traitement est décrit ci-après.

L'acquisition à 100% des sociétés « Les Parentèles » a été traitée en deux transactions distinctes : d'une part, la détermination de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation de 30% détenue avant la prise de contrôle, aboutissant à la constatation d'une plus value de 2,9 M€ comptabilisée en autres produits et charges opérationnels et, d'autre part, l'acquisition ultérieure et l'intégration globale à 100% des sociétés « Les Parentèles » à compter du 1^{er} janvier 2010.

Coûts d'emprunt

Conformément à la norme IAS 23, les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié font partie du coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Le Groupe MEDICA a retenu l'ensemble des programmes de travaux de rénovation / restructuration / extension présentant une longue durée de réalisation avant de pouvoir être utilisé.

Les emprunts éligibles retenus sont constitués par l'ensemble des emprunts généraux qui ne sont pas affectés à un actif spécifique et par la prise en compte des instruments de couverture de taux.

Le taux d'emprunt incorporable correspond à la moyenne pondérée des taux des emprunts calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Traitement comptable de la CVAE

La loi de finances 2010 a réformé la taxe professionnelle pour la remplacer par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui se compose de deux éléments :

- La Contribution Foncière des Entreprises (C.F.E), assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, présentant des caractéristiques similaires à celles de la taxe professionnelle et de ce fait assimilable comptablement à une charge opérationnelle ; et
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et présentant certaines caractéristiques la rapprochant d'un impôt sur le résultat au regard d'IAS 12.

Le groupe MEDICA, à la suite du communiqué du Conseil National de la Comptabilité en date du 14 janvier 2010, a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques d'un impôt sur le résultat et a comptabilisé à ce titre, dans ses comptes consolidés du 31 Décembre 2009, un impôt différé passif pour un montant total de 1,1 million d'euros net de l'impôt différé qui s'y rattache.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2010, une charge d'impôt a été comptabilisée à ce titre dans le compte de résultat.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres.

Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Actions propres

Les actions propres détenues, y compris les pertes et profits réalisés sur cession sont comptabilisées en diminution des capitaux propres.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE LA PERIODE

Au cours du premier semestre de l'exercice 2010, le Groupe MEDICA a réalisé en France l'ouverture de 247 lits et l'acquisition de 770 lits.

Le groupe a ainsi ouvert 3 établissements en France : 88 lits à Evrecy (Normandie), 75 lits à la Roche sur Yon (Pays de Loire) et 84 lits à St Martin de Crau (PACA).

Il a également procédé à plusieurs acquisitions, avec notamment :

- En France : un établissement EHPAD en Ile de France de 80 lits, deux groupes d'établissement EHPAD représentant un total d'environ 620 lits :
 - Un groupe disposant d'environ 300 lits localisés principalement en Languedoc Roussillon, région dans laquelle MEDICA n'était pas implantée et qui lui permet de compléter son maillage territorial.
 - Un groupe d'environ 320 lits, établi en région Parisienne et spécialisé dans la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée.
- En Italie : un EHPAD situé à Florence de 70 lits.

Au 30 juin 2010, MEDICA exploite un portefeuille de 12 300 lits.

Le groupe a également pris une participation dans la SCI Montfavet qui est propriétaire d'un établissement sanitaire en vue de son extension. Cette société est consolidée par mise en équivalence au sein du groupe MEDICA.

3.2. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNEES DE LA PERIODE

Le tableau ci-dessous présente les impacts des événements décrits ci-dessus :

| En milliers d'euros | Italie | France | Total |
|---|--------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | |
| Immobilisations incorporelles | 0 | 4 | 4 |
| Immobilisations corporelles | 86 | 1 029 | 1 115 |
| Autres actifs financiers non courants | 74 | 2 641 | 2 715 |
| Actifs disponibles à la vente | | 1 725 | 1 725 |
| Impôts différés actifs | | 11 | 11 |
| Autres actifs non courants | | 0 | 0 |
| Actifs non courants | 160 | 5 410 | 5 570 |
| Stocks | 14 | 603 | 617 |
| Clients | 1 138 | 1 951 | 3 089 |
| Créances d'impôt courant | | 1 104 | 1 104 |
| Autres débiteurs | 338 | 2 044 | 2 382 |
| Autres actifs courants | 3 | 37 | 40 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 0 | 0 |
| Actifs courants | 1 493 | 5 739 | 7 232 |
| Résultat Groupe | | 0 | 0 |
| Intérêts minoritaires | | 0 | 0 |
| PASSIF | | | |
| Emprunts et dettes financières | | (1 680) | (1 680) |
| Engagements envers le personnel | | 0 | 0 |
| Autres provisions | | (417) | (417) |
| Impôts différés | | (5) | (5) |
| Autres passifs non courants | (20) | (1 460) | (1 480) |
| Passifs non courants | (20) | (3 562) | (3 582) |
| Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an) | | (336) | (336) |
| Autres provisions (part à moins d'un an) | | 0 | 0 |
| Fournisseurs | (242) | (1 435) | (1 677) |
| Autres créditeurs | (440) | (4 692) | (5 132) |
| Dettes d'impôt courant | (80) | (2 966) | (3 046) |
| Instruments financiers dérivés | | 0 | 0 |
| Autres passifs courants | | (11) | (11) |
| Passifs courants | (762) | (9 439) | (10 201) |
| ACTIF NET | 871 | (1 853) | (982) |

| En milliers d'euros | Italie | France | Total |
|--|----------------|-----------------|-----------------|
| Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis | (615) | 206 | (409) |
| Trésorerie décaissée pour les acquisitions réalisées | (3 040) | (20 062) | (23 102) |
| Prix de cession des titres consolidés | 0 | 0 | 0 |
| Décaissements nets pour les acquisitions réalisées | (3 655) | (19 856) | (23 511) |
| Autres décaissements sur entrées de périmètre | | | 0 |
| Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie | (3 655) | (19 856) | (23 511) |
| Profit comptabilisé suite à la réévaluation à la juste valeur des titres détenus avant le regroupement | | 2 968 | 2 968 |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Autorisations administratives | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations incorporelles hors écarts d'acquisition | 0 | 0 | 0 |
| Ecarts d'acquisition | 2 784 | 24 680 | 27 464 |
| Immobilisations incorporelles y compris écarts d'acquisition | 2 784 | 24 680 | 27 464 |

3.3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

| Sociétés consolidées | Monnaie | 30/06/2010 | | |
|--|---------|------------|------------|-------------|
| | | Méthode | % Contrôle | % d'intérêt |
| MEDICA | € | IG | mère | - |
| SFM (ex-MEDICA) | € | IG | 100 | 100 |
| SCI CHAMBERY JOURCIN | € | IG | 100 | 100 |
| SAS LES JARDINS D'HESTIA | € | IG | 99,92 | 99,92 |
| SOCEFI | € | IG | 100 | 100 |
| SDSA | € | IG | 100 | 100 |
| SARL LE MOLE D'ANGOULINS | € | IG | 100 | 100 |
| SARL INVAMURS | € | IG | 100 | 100 |
| SCI BRUAY SUR ESCAUT | € | IG | 100 | 100 |
| SCI SAINT GEORGES DE DIDONNE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI LAXOU | € | IG | 51 | 51 |
| SCI LES SABLES | € | IG | 100 | 100 |
| SCI LYON GERLAND | € | IG | 100 | 100 |
| SCI ST MALO | € | IG | 100 | 100 |
| SCI VILLARS LES DOMBES | € | IG | 100 | 100 |
| SCI DU MANS | € | IG | 100 | 100 |
| SCI D'ARS EN RE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RA DE LILLE STE THERESE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RA DE LAXOU | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RA DE SAINT MALO | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RA DES SABLES D'OLONNE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RA DE LYON GERLAND | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RA DU MANS | € | IG | 100 | 100 |
| SCI DE L'EUROPE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI PIERRE DEBOURNOU | € | IG | 99,8 | 99,8 |
| SNC DE DINARD | € | IG | 100 | 100 |
| SNC DE L'EUROPE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL SERAPA | € | IG | 100 | 100 |
| SAS RA DE NEUVILLE ST REMY | € | IG | 100 | 100 |
| SAS RA DE DINARD | € | IG | 100 | 100 |
| SARL RESIDENCE DE CHAINTREAUVILLE | € | IG | 96 | 96 |
| SAS CLINIQUE SOLISANA | € | IG | 100 | 100 |
| CLINIQUE DU VAL DE SEINE | € | IG | 99,71 | 99,71 |
| SARL CCN | € | IG | 100 | 100 |
| SARL LES ARBELLES | € | IG | 100 | 100 |
| SARL CENTRE MEDICAL DES ALPILLES (CMA) | € | IG | 100 | 100 |
| SARL CENTRE MEDICAL DU VENTOUX (CMV) | € | IG | 100 | 100 |
| SCI LE SPLENDID | € | IG | 100 | 100 |
| LES LILAS | € | IG | 100 | 100 |
| COGOLIN | € | IG | 100 | 100 |
| SARL BEL AIR | € | IG | 100 | 100 |
| MEDICA FRANCE | € | IG | 100 | 100 |

| Sociétés consolidées | Monnaie | 30/06/2010 | | |
|----------------------------|---------|------------|------------|-------------|
| | | Méthode | % Contrôle | % d'intérêt |
| SARL MF DEVELOPPEMENT | € | IG | 100 | 100 |
| TOPAZE | € | IG | 100 | 100 |
| LES PINS | € | IG | 100 | 100 |
| SCI DE BICHAT | € | IG | 100 | 100 |
| SCI CCN | € | IG | 100 | 100 |
| SCI CMA | € | IG | 100 | 100 |
| SARL GMR LA COTE PAVEE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS CHATEAU de MORNAY | € | IG | 100 | 100 |
| AETAS S.P.A. | € | IG | 100 | 100 |
| II FAGGIO Srl | € | IG | 100 | 100 |
| RESIDENZA I PLATANI | € | IG | 100 | 100 |
| I ROVERI Srl | € | IG | 100 | 100 |
| CROCE DI MALTA Srl | € | IG | 100 | 100 |
| II CASTAGNO Srl | € | IG | 90 | 90 |
| LE PALME Srl | € | IG | 100 | 100 |
| I GIRASOLI Srl | € | IG | 95 | 95 |
| BUTIGLIERA D'ASTI | € | IG | 100 | 100 |
| VILLA ANTEA Srl | € | IG | 95 | 95 |
| GLI OLEANDRI Srl | € | IG | 95 | 95 |
| CARE SERVICE | € | IG | 100 | 100 |
| LE ROSE Srl | € | IG | 90 | 90 |
| I RODODENDRI Srl | € | IG | 90 | 90 |
| IL CILIEGIO Srl | € | IG | 70 | 70 |
| IPPOCRATE SPA | € | IG | 95,75 | 95,75 |
| SAS AUBERGERIE DE QUINCY | € | IG | 91,78 | 91,78 |
| SAS AUBERGERIE DU 3E AGE | € | IG | 91,78 | 91,78 |
| SARL BOURGOIN COUQUIAUD | € | IG | 100 | 100 |
| SARL MAISON BLANCHE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS CENTRE MEDICAL MONTJOY | € | IG | 100 | 100 |
| SAS CLINIQUE DE PIETAT | € | IG | 100 | 100 |
| SARL LUBERON SANTE | € | IG | 100 | 100 |
| SA CRF LES GARRIGUES | € | IG | 100 | 100 |
| SAS MACO | € | IG | 100 | 100 |
| SCI DU BOIS HAUT | € | IG | 100 | 100 |
| SAS CHATEAU DE CAHUZAC | € | IG | 100 | 100 |
| SARL CRC GESTION | € | IG | 100 | 100 |
| SAS SAINTE COLOMBE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL CHAPUIS FERNANDE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS MONTROND LES BAINS | € | IG | 100 | 100 |
| SCI VALMAS | € | IG | 100 | 100 |
| SAS ALMA SANTE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI ALMA SANTE | € | IG | 100 | 100 |
| SA CLINIQUE SAINT MAURICE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI CLINIQUE SAINT MAURICE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL CLINIQUE DE SAUSSENS | € | IG | 99,99 | 99,99 |
| SARL MT SANTE | € | IG | 99,99 | 99,99 |

| Sociétés consolidées | Monnaie | 30/06/2010 | | |
|--|---------|------------|------------|-------------|
| | | Méthode | % Contrôle | % d'intérêt |
| SARL RESIDENCE LES PINS | € | IG | 100 | 100 |
| SAS LES QUATRE TREFLES | € | IG | 99,93 | 99,93 |
| SAS GASTON DE FOIX | € | IG | 100 | 100 |
| SAS ARJEAN | € | IG | 100 | 100 |
| SAS LE VAL DES CYGNES | € | IG | 100 | 100 |
| SAS DLS GESTION | € | IG | 96.67 | 96.67 |
| SARL MEDICA FRANCE LE VERDON | € | IG | 100 | 100 |
| SAS MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE LA PALOUMERE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI LA PALOUMERE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS FINANCIERE MEDICALE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS LA VARENNE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI LA VARENNE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS LA ROSERAIE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI LA ROSERAIE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS CENTRE MEDICAL DE CONVALESCENCE MONTVERT | € | IG | 100 | 100 |
| SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE MONTVERT | € | IG | 100 | 100 |
| MS FRANCE | € | IG | 60 | 60 |
| HAD FRANCE | € | MEE | 40,32 | 40,32 |
| SARL B2L | € | IG | 100 | 100 |
| SAN BEGNINO | € | IG | 100 | 100 |
| MAGNOLIE | € | IG | 100 | 100 |
| SARL FONTAINE BAZEILLE | € | IG | 100 | 100 |
| SCI BAZEILLE | € | IG | 100 | 100 |
| SAS MEDIENCE | € | IG | 100 | 100 |
| CHARS LES PARENTELES | € | IG | 100 | 100 |
| BEZONS LES PARENTELES | € | IG | 100 | 100 |
| PIERRELAYE LES PARENTELES | € | IG | 100 | 100 |
| PARIS LES PARENTELES | € | IG | 100 | 100 |
| BAGNEUX LES PARENTELES | € | IG | 100 | 100 |
| MAUREPAS LES PARENTELES | € | IG | 100 | 100 |
| DELTA OCCITAN | € | IG | 100 | 100 |
| LES GARDIOLES | € | IG | 100 | 100 |
| LA PAQUERIE | € | IG | 100 | 100 |
| LA COLOMBE | € | IG | 100 | 100 |
| ACANTHE | € | IG | 100 | 100 |
| RESID GESTION | € | IG | 100 | 100 |
| SCI MONTFAVET | € | MEE | 32,7 | 32,7 |

4. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

4.1. ECARTS D'ACQUISITION

Les principaux mouvements de la période s'analysent comme suit :

| En milliers d'euros | Ehpad France | Sanitaire France | Italie | Total |
|--|----------------|------------------|---------------|----------------|
| Ecarts d'acquisition nets au 31 décembre 2009 | 218 843 | 101 490 | 32 789 | 353 122 |
| Regroupements d'entreprises | 24 680 | | 2 784 | 27 464 |
| Ecarts d'acquisition nets au 30 juin 2010 | 243 522 | 101 490 | 35 574 | 380 586 |

Les écarts d'acquisition des sociétés acquises sur la période ont été déterminés provisoirement. Ils seront affectés définitivement dans le délai d'affectation de 12 mois. En l'absence d'indice de perte de valeur au niveau de chaque secteur d'activité, le groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| En milliers d'euros | Autorisations d'exploitation | Logiciels | Autres immobilisations incorporelles | Immobilisations incorporelles en cours | Total |
|---|------------------------------|--------------|--------------------------------------|--|----------------|
| Valeur nette comptable au 31/12/2009 | 480 505 | 1 765 | 51 | 738 | 483 059 |
| Entrées de périmètre | | 4 | | | 4 |
| Acquisitions | | 54 | | 586 | 640 |
| Cessions | | (5) | | | (5) |
| Reclassement | (50) | | | | (50) |
| Dotation aux amortissements | | (292) | (7) | | (299) |
| Valeur nette comptable au 30/06/2010 | 480 455 | 1 526 | 44 | 1 324 | 483 349 |
| Coût d'acquisition | 480 455 | 5 149 | 74 | 1 324 | 487 002 |
| Amortissements cumulés | | (3 623) | (31) | | (3 654) |
| Valeur nette comptable au 30/06/2010 | 480 455 | 1 526 | 44 | 1 324 | 483 349 |

Au 30 juin 2010, en l'absence d'indice de perte de valeur, le Groupe n'a pas procédé à de tests de dépréciation d'actif concernant les autorisations d'exploitation.

4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations de l'exercice 2010 concernent principalement des investissements dans de nouveaux immeubles ou extensions, ainsi que des investissements nécessaires à l'exploitation courante des établissements.

| En milliers d'euros | Terrains et constructions | Véhicules, matériels et outillages | Autres immobilisations | Immobilisations en cours | Total |
|---|---------------------------|------------------------------------|------------------------|--------------------------|----------------|
| Valeur nette comptable au 31/12/2009 | 252 205 | 10 626 | 19 960 | 11 534 | 294 325 |
| Entrées de périmètre | 280 | 235 | 397 | 203 | 1 115 |
| Acquisitions | 6 897 | 2 178 | 2 616 | 12 085 | 23 776 |
| Cessions | (2) | (3) | (17) | (3 868) | (3 890) |
| Reclassement | 2 497 | (22) | 114 | (2 758) | (169) |
| Dotation aux amortissements | (6 308) | (1 409) | (2 497) | | (10 214) |
| Valeur nette comptable au 30/06/2010 | 255 569 | 11 605 | 20 573 | 17 196 | 304 944 |
| Coût d'acquisition | 356 484 | 32 346 | 65 248 | 17 196 | 471 274 |
| Amortissements cumulés | (100 915) | (20 741) | (44 675) | | (166 331) |
| Valeur nette comptable au 30/06/2010 | 255 569 | 11 605 | 20 573 | 17 196 | 304 944 |

Les actifs comptabilisés au titre des biens pris par le Groupe dans le cadre de contrats de location-financement sont les suivants :

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---|----------------|----------------|
| Terrains et constructions | | |
| Coût d'acquisition | 191 718 | 191 718 |
| Amortissements cumulés | (49 510) | (47 646) |
| Valeur nette comptable | 142 208 | 144 072 |
| Véhicules, matériel et outillage | | |
| Coût d'acquisition | 3 403 | 2 968 |
| Amortissements cumulés | (492) | (316) |
| Valeur nette comptable | 2 911 | 2 651 |

4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le Groupe MEDICA a recours à des instruments financiers dérivés afin de se couvrir contre les variations de taux, les dettes financières étant majoritairement contractées à taux variable.

Le Groupe a mis en œuvre une comptabilité de couverture conforme à la norme IAS 39, qualifiant ces opérations de couvertures de flux de trésoreries futurs.

La variation de juste valeur de la part efficace de ces dérivés est comptabilisée en capitaux propres à chaque arrêté. La juste valeur de ces instruments est calculée comme étant la valeur actualisée des flux futurs de trésoreries futurs estimés. Les valorisations des instruments dérivés sont fournies par les banques.

Suite au remboursement de la dette et la mise en place d'un nouveau financement, le Groupe a :

- soldé une partie du notionnel des swaps de taux qui ne répondaient plus aux conditions d'éligibilité à la comptabilité de couverture selon IAS 39 en contrepartie du versement d'une soule d'un montant de 5,739 millions d'euros
- regroupé aux mêmes conditions le solde des différents contrats de swaps existants éligibles à la comptabilité de couverture en un seul.

Au 30 juin 2010, le notionnel du swap à taux fixe de 3,6587% est de 350 millions d'euros, avec un taux référence Euribor 3 mois et une échéance au 30 juin 2011.

Le notionnel des Caps à un taux de 6% est de 500 millions d'euros avec un taux Euribor 3 mois et une période prévue entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2013.

Les caps ne sont pas documentés dans une relation de couverture. Les variations de juste valeur sont donc comptabilisées en résultat.

| En milliers d'euros | | | Juste valeur au bilan | | | | Imputation des variations au 30/06/10 | | |
|--|-------------------------------|------------|-----------------------|--------------|--------------|---------------|---------------------------------------|---|--------------|
| Type de contrat | Notionnel en millions d'euros | | 30.06.2010 | | 31.12.2009 | | Résultat | Capitaux Propres - Autres éléments du résultat global | Trésorerie |
| | 30/06/2010 | 31/12/2009 | Actifs | Passifs | Actifs | Passifs | | | |
| SWAP | 350 | 545 | | 9 606 | | 18 889 | 2 348 | 1 196 | 5 738 |
| CAP | 500 | 500 | 465 | | 1 054 | | (589) | | |
| Instruments financiers dérivés* | | | 465 | 9 606 | 1 054 | 18 889 | 1 759 | 1 196 | 5 738 |

(*) l'impact en trésorerie correspond à une sortie de cash

4.5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|--|---------------|---------------|
| OPCVM de trésorerie | 1 304 | 7 849 |
| Liquidité et comptes débiteurs fusionnés en cash-pooling | 17 374 | 30 696 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 18 678 | 38 546 |
| Concours bancaires courants | (7 203) | (4 142) |
| Trésorerie nette | 11 475 | 34 403 |

Conformément aux critères d'IAS 7.6, les OPCVM de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de variation de valeur.

4.6. ACTIFS NON COURANTS

Conformément à la norme IFRS 5, les immobilisations faisant partie d'un plan de cession, répondant à un programme actif de recherche d'acquéreur, mis en vente, dans un délai d'un an maximum et dont les actions nécessaires à la réalisation de la cession rendent improbables des changements significatifs du plan ou son abandon ont été reclassés en actifs destinés à être cédés dans le bilan pour un montant global de 11,8 millions d'euros. Il s'agit notamment d'un bâtiment destiné à l'activité EHPAD France situé dans la commune de Franconville.

4.7. PASSIFS FINANCIERS

La dette financière du Groupe MEDICA a fortement évolué au cours du 1^{er} semestre 2010 suite à l'introduction intervenue le 10 février 2010 avec concomitamment la conversion des obligations convertibles puis la mise en place d'une nouvelle ligne de financement le 16 juin 2010 (cf faits marquants du semestre).

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---|----------------|----------------|
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 374 135 | 392 110 |
| Autres emprunts et dettes assimilées | 1 355 | 1 511 |
| Total passifs financiers non courants | 375 490 | 393 621 |
| Emprunt obligataire | 0 | 100 217 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit courants | 9 909 | 203 775 |
| Autres emprunts et dettes assimilées courants | 307 | 313 |
| Intérêts courus sur emprunts | 187 | 85 084 |
| Concours bancaires courants | 7 203 | 4 142 |
| Total passifs financiers courants | 17 606 | 393 531 |
| Total passifs financiers | 393 096 | 787 152 |
| Emprunt obligataire (composante capitaux propres) | 0 | 74 597 |
| Effet cumulé du coût amorti | 5 523 | 5 118 |
| Total valeur de remboursement des emprunts bancaires et dettes financières | 398 619 | 866 867 |

Les emprunts mentionnés précédemment s'analysent comme suit :

| En milliers d'euros | Taux d'intérêt nominal (%) | 30/06/2010 | 31/12/2009 | Échéance |
|--|---|----------------|----------------|-------------|
| Emprunt obligataire | | | | |
| Emprunt de 174,8 millions d'euros | 10,00% capitalisés | 0 | 241 910 | 2019 |
| Valeur de remboursement de l'emprunt obligataire | | 0 | 241 910 | |
| Emprunts syndiqués | | | | |
| Emprunt de 350 millions d'euros | Euribor + 1,65% | 350 000 | 0 | 2015 |
| Emprunt Mezzanine de 92 millions d'euros | Euribor + 4,00% + intérêts capitalisés 4,625% | 0 | 109 638 | 2016 |
| Emprunts syndiqués | Euribor + 1,75% à +2,50% | 0 | 466 626 | 2013 - 2015 |
| Intérêts courus sur emprunts | | 196 | 361 | |
| Autres emprunts et dettes assimilées | | | | |
| Locations financements | Tx fixes et variables | 30 713 | 34 067 | |
| Autres emprunts bancaires | Tx fixes et variables | 10 507 | 10 123 | |
| Concours bancaires courants | | 7 203 | 4 142 | |
| Valeur de remboursement des emprunts syndiqués et autres passifs financiers | | 398 619 | 624 957 | |
| Valeur de remboursement des emprunts bancaires et dettes financières | | 398 619 | 866 867 | |
| Emprunt obligataire (composante capitaux propres) | | 0 | (74 597) | |
| Effet cumulé du coût amorti | | (5 523) | (5 118) | |
| Total emprunts bancaires et passifs financiers | | 393 096 | 787 152 | |

Endettement financier Net :

L'endettement financier net tel que défini par le Groupe correspond au total des dettes financières et emprunts bancaires diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|--|----------------|----------------|
| Total emprunts bancaires et dettes financières | 393 096 | 787 152 |
| - Trésorerie et équivalents de trésorerie | (18 678) | (38 546) |
| Endettement Net | 374 418 | 748 606 |

Ratios bancaires :

Au titre de la mise en place du nouveau financement, le groupe doit respecter un certain nombre d'obligations usuelles dans ce type de contrat. En cas de non respect de certaines d'entre elles, les banques pourraient obliger le groupe à rembourser totalement ou partiellement l'emprunt ou renégocier les conditions de financement.

Le groupe doit ainsi respecter le covenant financier annuel suivant : Endettement net / EBITDA < 4,5 jusqu'en 2011 et dégressif ensuite.

Echéances des dettes financières :

La ventilation par échéance de la valeur de remboursement des emprunts bancaires et dettes financières est la suivante :

| En milliers d'euros | Moins d'un an | Entre un et cinq ans | Plus de cinq ans | Valeur de remboursement |
|---|---------------|----------------------|------------------|-------------------------|
| Emprunts bancaires syndiqués et autres passifs financiers | 2 893 | 356 344 | 1 466 | 360 702 |
| Location-financement | 7 523 | 15 891 | 7 299 | 30 713 |
| Concours bancaires courants | 7 203 | | | 7 203 |
| Total valeur de remboursement | 17 619 | 372 235 | 8 765 | 398 619 |

4.8. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Fournisseurs | 30 841 | 36 607 |
| Dettes sociales et fiscales | 45 648 | 43 876 |
| Avances et acomptes reçus | 5 191 | 4 998 |
| Dettes - fournisseurs immobilisations | 4 079 | 3 776 |
| Autres dettes | 3 577 | 2 742 |
| Produits constatés d'avance | 3 727 | 753 |
| Autres crédateurs | 62 221 | 56 145 |

4.9. AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

Les autres provisions non courantes sont les suivantes :

| En milliers d'euros | Prud'hommes | Restructurations | Autres | Total |
|--|--------------|------------------|--------------|--------------|
| Au 31 décembre 2009 | 3 429 | 2 750 | 2 355 | 8 534 |
| - Augmentation des provisions | 611 | 511 | 13 | 1 135 |
| - Reprise des montants durant l'exercice | (981) | 0 | (1 092) | (2 073) |
| - Variations de périmètre | 163 | 168 | 87 | 418 |
| - Reclassement | 0 | 0 | (54) | (54) |
| Au 30 juin 2010 | 3 223 | 3 428 | 1 308 | 7 959 |

4.10. IMPOTS DIFFERES

La variation des impôts différés nets est exposée ci-après :

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---|------------------|------------------|
| A l'ouverture | (190 399) | (203 580) |
| Variation de périmètre | 0 | 39 |
| Impôts imputés au compte de résultat | 3 354 | 11 752 |
| Impôts imputés directement en capitaux propres ou écart d'acquisition (1) | 27 332 | 1 390 |
| A la clôture | (159 713) | (190 399) |

(1) Impôts différés imputés sur l'opération de conversion de la composante « capitaux propres » de l'emprunt obligataire pour 24,9 millions d'euros et liés aux frais d'introduction en bourse pour 2,9 millions d'euros.

4.11. SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » et à l'organisation opérationnelle de l'activité, les informations présentées sont basées sur le reporting interne du Groupe, à savoir :

- Le secteur **EHPAD – France** regroupe les établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes localisés en France, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ;
- Le secteur **Sanitaire – France** regroupe les établissements spécialisés dans les soins de suite et la réadaptation et dans le domaine psychiatrique, assurant la prise en charge de la dépendance temporaire ;
- Le secteur **Italie** regroupe les établissements assurant la prise en charge de la dépendance en Italie.

| En milliers d'euros | Période de 6 mois | | 12 mois |
|---|-------------------|-----------------|-----------------|
| | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
| Chiffres d'Affaires | | | |
| Ehpad France | 160 815 | 139 654 | 289 589 |
| Sanitaire France | 71 641 | 70 124 | 141 397 |
| Italie | 26 632 | 24 334 | 49 741 |
| Total | 259 088 | 234 111 | 480 727 |
| Résultat Brut d'Exploitation (RBE) hors Immobilier | | | |
| Ehpad France | 41 891 | 36 583 | 79 270 |
| Sanitaire France | 18 263 | 17 902 | 36 282 |
| Italie | 6 609 | 5 576 | 11 727 |
| Total du RBE hors Immobilier | 66 763 | 60 061 | 127 279 |
| Locations immobilières | (23 440) | (20 961) | (42 664) |
| Excédent Brut d'exploitation (EBE) | 43 323 | 39 100 | 84 615 |

Le Résultat Brut d'Exploitation correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation hors locations immobilières.

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 31/12/2009 |
|---------------------|------------------|------------------|
| Actifs | | |
| Ehpad France | 834 387 | 800 026 |
| Sanitaire France | 349 677 | 357 024 |
| Italie | 99 374 | 97 474 |
| Total | 1 283 439 | 1 254 524 |

4.12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2010 du Groupe MEDICA s'établit à 259,1 millions d'euros en progression de 10,7% par rapport au 1^{er} semestre 2009.

Au cours du semestre, tous les secteurs d'activité sont en croissance :

- le secteur EHPAD France enregistre un chiffre d'affaires de 160,8 millions d'euros en progression de 15,2% par rapport au 1^{er} semestre 2009. Cette bonne performance s'explique notamment par la forte croissance organique (+8,8%) liée à la montée en puissance des établissements ouverts au cours de l'année 2009 et en 2010.
- le secteur Sanitaire France réalise un chiffre d'affaires de 71,6 millions d'euros, en faible progression (+1,9%) par rapport à la même période de l'année précédente du fait des programmes de restructuration lourde menés par le Groupe.
- Le chiffre d'affaires du secteur Italie de 26,6 millions d'euros s'inscrit en croissance de 9,4% par rapport à 2009.

4.13. CHARGES EXTERNES

| En milliers d'euros | Période de 6 mois | | 12 mois |
|--------------------------|-------------------|-----------------|------------------|
| | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
| Personnel intérimaire | (959) | (845) | (2 131) |
| Honoraires | (5 546) | (4 492) | (9 047) |
| Locations immobilières | (23 440) | (20 961) | (42 664) |
| Locations mobilières | (3 041) | (3 110) | (5 985) |
| Entretien et maintenance | (3 137) | (2 784) | (5 622) |
| Sous-traitance | (22 587) | (21 368) | (43 381) |
| Achats non stockés | (5 999) | (5 561) | (11 084) |
| Autres | (4 138) | (4 860) | (9 289) |
| Charges externes | (68 847) | (63 981) | (129 203) |

Le poste sous-traitance comprend 15 278 K€ de charges provenant de la filiale italienne Aetas, la quasi-totalité du personnel étant sous-traité.

4.14. CHARGES DE PERSONNEL

| En milliers d'euros | Période de 6 mois | | 12 mois |
|--|-------------------|------------------|------------------|
| | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
| Traitements, salaires et indemnités de fin de contrat de travail | (86 614) | (75 833) | (154 665) |
| Charges sociales | (34 069) | (29 320) | (59 021) |
| Charges de retraite- régimes à prestations définies & Médailles du travail | (162) | (162) | (323) |
| Charges de personnel | (120 845) | (105 315) | (214 009) |
| Effectifs fin d'année Equivalents Temps Plein | | | |
| France | 6 684 | 6 226 | 6 328 |
| Etranger | 117 | 75 | 94 |
| Total | 6 801 | 6 301 | 6 422 |

L'évolution des charges de personnel du Groupe résulte des variations de périmètre, les ouvertures de nouveaux établissements ainsi que la médicalisation croissante des établissements (notamment du fait du recrutement de personnels soignants dans le cadre des renouvellements de convention tripartite).

4.15. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

| En milliers d'euros | Période de 6 mois | | 12 mois |
|--|-------------------|----------------|-----------------|
| | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
| Frais d'introduction en bourse | (3 019) | | (2 390) |
| Vnc des immobilisations corporelles et incorporelles cédées | (3 894) | (3) | (13 497) |
| Coûts pour fermeture d'établissement | (2 153) | (3 137) | (3 756) |
| Autres charges | (798) | | |
| Autres Charges opérationnelles | (9 864) | (3 140) | (19 643) |
| Ecart d'acquisition négatif constaté en résultat | | | 872 |
| Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | 3 796 | | 12 392 |
| Produits de cession de titres | | 8 | |
| Produits liés aux fermetures d'établissement | | | 48 |
| Mise en juste valeur de participations antérieurement détenues (1) | 2 968 | | |
| Autres Produits opérationnels | 6 764 | 8 | 13 312 |

(1) Mise en juste valeur des participations antérieurement détenues dans " Les Parentèles "

4.16.

4.17. RESULTAT FINANCIER

| En milliers d'euros | Période de 6 mois 30/06/2010 | | Période de 6 mois 30/06/2009 | | 12 mois 31/12/2009 | |
|--|---------------------------------|-----------|---------------------------------|------------|-----------------------|------------|
| | Charges | Produits | Charges | Produits | Charges | Produits |
| Charges d'intérêts sur emprunts | (9 665) | | (24 631) | | (48 788) | |
| Intérêts sur contrats de location-financement | (919) | | (1 412) | | (2 434) | |
| Charges et produits sur couverture de taux | (6 998) | | (5 602) | | (13 604) | |
| Effet du coût amorti sur les emprunts | (5 138) | | 74 | | (15 672) | |
| Coût de l'endettement financier brut | (22 720) | 0 | (31 571) | 0 | (80 498) | 0 |
| Prod. de cession équivalents de trésorerie | | 25 | | 15 | | 49 |
| Coût de l'endettement financier net | (22 720) | 25 | (31 571) | 15 | (80 498) | 49 |
| Composante financière du coût des régimes d'avantages au personnel | (142) | | (142) | | (284) | |
| Commissions de non utilisation | (600) | | (185) | | (287) | |
| Effets d'actualisation | (37) | | (44) | | (107) | |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers | (588) | | | 818 | | 501 |
| Dépréciation des actifs financiers | | | | | | |
| Autres charges financières | (516) | | (41) | | (123) | |
| Autres produits financiers | | 35 | | 46 | | 74 |
| Autres produits et charges financiers | (1 883) | 35 | (412) | 864 | (801) | 575 |
| Résultat financier | (24 603) | 60 | (31 983) | 879 | (81 300) | 624 |

4.18.

4.19. CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT

Le Groupe MEDICA a opté pour le régime d'intégration fiscale pour ses filiales françaises détenues à plus de 95%. Les filiales qui répondent à ce critère de détention sont incluses dans le périmètre d'intégration fiscale excepté celles acquises au cours du premier semestre 2010.

Conformément à IAS 34, le groupe MEDICA a comptabilisé sa charge d'impôt en fonction d'un taux d'impôt projeté sur l'année 2010.

| En milliers d'euros | Période de 6 mois | | 12 mois 31/12/2009 |
|---------------------------------------|-------------------|--------------|-----------------------|
| | 30/06/2010 | 30/06/2009 | |
| Charge d'impôt courant | (5 569) | 396 | (1 387) |
| Charge ou produit d'impôts différés | 3 354 | 1 417 | 11 752 |
| Charge d'impôt sur le résultat | (2 215) | 1 812 | 10 365 |

4.20. RESULTAT PAR ACTION

| Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros) | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
|--|-------------|---------------|---------------|
| Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros) | 2 894 | (2 703) | (13 363) |
| Nombre moyen pondéré d'actions | 38 428 291 | 7 286 040 | 7 286 040 |
| Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros) | 0,08 | (0,37) | (1,83) |

| Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros) | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
|--|-------------|---------------|---------------|
| Résultat dilué revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros) | 5 636 | (2 703) | (13 363) |
| Nombre moyen pondéré d'actions | 38 428 291 | 1 823 301 | 1 823 301 |
| Effet des dilutions des obligations | 2 924 262 | 12 532 551 | 12 532 551 |
| Effet des dilutions des actions de préférence en circulation | 1 607 114 | 1 721 909 | 1 721 909 |
| Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros) | 0,13 | (0,17) | (0,83) |

4.21.

4.22. PRINCIPAUX POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Détail de l'incidence de la variation en fonds de roulement

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
|--|-----------------|----------------|---------------|
| Incidence de la var. des stocks et en cours | 8 | 12 | (292) |
| Incidence de la var. des clients | 257 | 722 | 6 021 |
| Incidence de la var. des fournisseurs | (7 222) | (13 490) | (110) |
| Incidence de la var. des débiteurs & autres créditeurs | (3 209) | 4 702 | 8 864 |
| Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement | (10 166) | (8 054) | 14 483 |

Détail des acquisitions d'immobilisations corporelles

| En milliers d'euros | 30/06/2010 | 30/06/2009 | 31/12/2009 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|
| Acquisitions d'immobilisations corporelles (cf. note 4.3) | (23 776) | (20 518) | (44 699) |
| Immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat de crédit-bail | 435 | 5 810 | 7 671 |
| Activation des coûts d'emprunt (IAS 23) | 941 | | |
| Reclassement incorp./corporelles | 946 | | |
| Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles | (965) | 1 174 | 3 192 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (22 419) | (13 534) | (33 836) |

4.23. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements au titre des contrats de location simple - Position de preneur des sociétés du Groupe :

Le tableau ci-dessous détaille le total des paiements minimums futurs au titre des contrats de location simple non résiliables :

| En milliers d'euros | 30/06/2010 |
|---|----------------|
| A moins d'un an | 48 655 |
| Entre un et cinq ans | 194 753 |
| A plus de cinq ans | 221 270 |
| Paiements minimums futurs au titre des locations simples | 464 678 |

Les autres engagements hors bilan n'ont pas évolué de façon significative depuis le 31 décembre 2009, notamment ceux liés :

- aux garanties réelles et aux cautions suite à la restructuration de la dette
- aux promesses d'investissements.

4.24. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe :

Il n'y a pas de transaction entre le Groupe MEDICA et les actionnaires ayant un contrôle sur le Groupe, à l'exception de la rémunération de l'emprunt obligataire qui a été converti le 12 Février 2010. Les intérêts de cet emprunt se sont élevés à 2,7 millions pour la période du 01 Janvier au 12 Février 2010.

Rémunération des dirigeants :

La rémunération des dirigeants est la suivante :

| En milliers d'euros | 30/06/2010 |
|----------------------------------|------------|
| Avantages à court terme (*) | 273 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | 77 |

(*) hors charges patronales

Autres Informations relatives aux parties liées :

La société MEDICA SA n'a pas distribué de dividendes depuis l'acquisition du sous-groupe SFM en Août 2006.

4.25. EVENEMENTS POSTERIEURS

Politique de couverture de taux

Le Groupe a souscrit en Juillet 2010 des swaps au taux fixe moyen de 1,7% à compter de Janvier 2011 pour un montant de 350 millions d'euros dont 100 millions d'euros à échéance 31 Décembre 2013 et 250 millions d'euros à échéance 30 Juin 2014.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92075 PARIS – LA DEFENSE

CONSTANTIN ASSOCIES

Member of Deloitte Touche Tohmatsu
114, rue Marius AUFAN
92300 LEVALLOIS-PERRET

Patrick GRIMAUD

17, rue du Sergent Bauchat
75012 PARIS

MEDICA

Société Anonyme

39, rue du Gouverneur Général Félix Eboué

92130 – ISSY-LES-MOULINEAUX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE**

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société MEDICA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés relative aux nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010, et en particulier la norme IFRS 3 révisée « regroupements d'entreprises » appliquée pour la comptabilisation des acquisitions de la période.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport financier semestriel commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, Levallois-Perret et Paris, le 8 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

**CONSTANTIN
ASSOCIES**

Patrick Grimaud

Denis Grison

Jean –Paul Séguret

ATTESTATION DES RESPONSABLES

ATTESTATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation du groupe MEDICA au 30 juin 2010, ainsi que des principales transactions entre parties liées, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Issy les Moulineaux, le 13 septembre 2010.

Le Président Directeur Général

Jacques Bailet